Crise du lait. Les agriculteurs vent debout

La manifestation paysanne est l'exemple même de l'action d'outside lobbying. Là où, d'habitude, le lobbying se réalise dans le cadre feutré des assemblées, des restaurants ou des bureaux des Champs-Elysées, les agriculteurs ont éprouvé une méthode qui leur est bien particulière : le rapport de force sur le terrain. Hier, près du Mont-Saint-Michel, que le Couesnon dans sa folie a mis en Normandie, les laitiers, ceux qui produisent du lait, ont déversé des millions de litresde lait dans des champs, parfois en en donnant aux consommateurs. D'autres actions de ce genre ont lieu à travers l'Europeet organisée par l'APLIet l'EMBqui organisent la grève du lait.

[youtube]http://www.youtube.com/watch?v=h4bmcB76B4A&feature=related[/youtube]

De pis en pis

Fleurissent également sur les bordures des routes qui traversent nos campagnes, une intense campagne de teasing avec force panonceaux : « Du lait, jusqu'à quand ? », « Faites vos réserves de lait ». Ils protestent ainsi contre plusieurs choses. 1, l a baisse de la rémunération du litre de lait, qui avait connu des records l'an passé, et qui sous l'effet d'augmentation de la production mondiale baisse de façon brutale. 2, la fin programmée des quotas laitiers imposés par l'Union européenne dans le cadre de la réforme de la politique agricole commune (PAC) prévue à l'échéance 2015.Pour beaucoup, les quotas laitiers, un volume de production attribué à chaque agriculteur, représentait une maîtrise des volumes globaux de production et donc des prix sur le marché. Pour l'Europe, il s'agit d'une entrave au principe de libre concurrence.

Les protestations agricoles ne sont pas nouvelles.Chacune des crises conjoncturelles que connaît ce secteur fait l'objet d'intenses négociations avec le pouvoir politique. Porc, poulet, bœuf, lait, vin, fruits et légumes, chaque année voit son secteur en crise. Et il n'est finalement que les céréaliers de la Beauce et la Brie, à ne quasiment jamais faire entendre leur voix, sauf quand s e prépare des modifications d'attribution des subventions européennes

Suivez la ligne blanche

Il faut aller sur une exploitation laitière pour mesurer le travail que nécessite sa gestion. Même si les conditions de vie se sont améliorées grâce à l'automatisation des tâches, il reste que c'est un travail fastidieux qui ne laisse que peu de place au repos, sachant qu'il faut traire les vaches tous les jours, surveiller ces génisses qui donneront ensuite les laitières, stocker la nourriture, nettoyer l'étable pendant l'hiver, soigner les animaux… Dès lors, on peut comprendre le désarroi d'exploitants qui se sont endettés, parfois lourdement, pour acheter, ou racheter, ou créer, leur exploitation et qui se voit aujourd'hui dans la panade financière la plus complète, au moins à court terme.

Un désarroi que ne semble pas comprendre la FNSEA, le puissant syndicat agricole, ultra-majoritaire dans la profession. Son président, Jean-Michel Lemétayer, est un proche de l'UMP, qui l'avait pressenti pour mener la liste aux élections européennes dans la région Ouest. La semaine passée, lors de l'inauguration du Space, il a été abondamment sifflé par des manifestants. Le monde à l'envers. D'autant qu'une partie des personnes rassemblées autour de lui étaient des membres de son syndicat. Même si le mouvement laitier est mené par la Confédération paysanne (un mouvement alternatif dont vient José Bové, qui a connu son heure de gloire lors des élections agricoles du début des années 2000), de nombreux adhérents de la FNSEAle rejoignent. Et Bruno Lemaire, le ministre de l'agriculture, peut rassurer,il n'empêche, pour le parti au pouvoir qui a fait des paysans une base électorale supposée stable, cela fait tâche.

[youtube]http://www.youtube.com/watch?v=t-nB4-rz8UA[/youtube]

Les paysans font l'amère expérience d'un système agricole basé sur le subventionnement et le productivisme à tout prix. Quand les subventions diminuent, ou que le contrôle du marché n'est plus centralisé, l'ensemble de la filière en paie le prix. Dans ce contexte, il y aura toujours quelqu'un, sur des marchés mondialisés, à produire du lait moins cher.A l'exception du lait frais, la provenance du lait importe peu pour les transformateurs agroalimentaires. Sur les marchés internationaux, la poudre de lait n'a pas d'origine, seul son prix importe. Car la qualité se valorise aujourd'hui difficilement. Les citoyens qui éprouvent aujourd'hui de la sympathie pour ce mouvement agricole sont les mêmes qui recherchent dans les linéaires de supermarchés la promotion ou le prix bas. Ces deux comportements sont au minimum paradoxaux, au pire incompatibles.

Difficile de trouver des solutions dans ce contexte. Certains exploitants laitiers restent silencieux néanmoins. La raison de leur silence tient en leur reconversion à l'agriculture biologique. Le prix qui leur est payé est supérieur à leurs coûts de production. La raison en tient en l'insuffisance de l'offre sur le marché par rapport à la demande. L'agroalimentaire français importe chacun des millions de litres de lait bio pour satisfaire ses besoins. Tous les exploitants laitiers ne pourront pas passer bio, quoique, en attendant c'est une solution qui s'offre à eux qui a le double mérite de respecter les fondamentaux de cette profession, aimer la nature, et d'assurer un niveau de revenus satisfaisant.

Mikaël Cabon

Cadeau bonus. A venir, le coup de bambou de la réforme de l'OMC

Dans les couloirs de la Commission s'agite un grand nombre d'organisations qui tremblent à l'idée que la réforme proposée par l'Organisation Mondiale du Commerce devienne une réalité. Pour promouvoir le commerce international, il est prévu la fin des restitutions en Europe. Les restitutions correspondent à une somme d'argent versée par l'Europe aux agriculteurs et aux industriels, surtout ces derniers, pour compenser la différence entre le prix du marché national et le marché mondial. Cela peut représenter des sommes colossales. Ainsi, Tilly-Sabco, qui réalise 100 millions d'euros de chiffre d'affaires par an, a reçu 20 millions d'euros de l'Europe. Son résultat net l'an dernier était de 7 millions d'euros. Sans les subventions européennes, son résultat serait négatif de 13 millions. Le volailler Doux a reçu 63 millions d'euros… Or ces industriels emploient directement ou non des milliers de paysans à travers la France qui leur livrent leurs produits et qui seraient donc les premières victimes de la fin de ce système, sachant ici que les poulets s'élèvent aussi très bien sous la chaleur brésilienne ou indonésienne.